

Déclaration commune d'intention sur l'Alliance mondiale contre les inégalités

Nous, membres soussignés de l'Alliance mondiale contre les inégalités, reconnaissons que les inégalités, tant entre les pays qu'à l'intérieur de ceux-ci, affaiblissent continuellement les progrès réalisés dans le cadre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, la cohésion sociale et la bonne gouvernance dans le monde entier. L'inégalité sous toutes ses formes et dimensions peut éroder la confiance dans les institutions. Les inégalités extrêmes et les déséquilibres de pouvoir avec une concentration de la richesse et de l'influence dans les mains de quelques-uns au détriment de la majorité entravent les réformes politiques essentielles. Nous nous efforcerons collectivement de faire en sorte que la réduction des inégalités soit renforcée en tant que priorité globale dans l'agenda international et qu'un cadre d'action global nécessitant une volonté politique soutenue soit développé.

Nous affirmons que l'inégalité est un défi commun qui exige des solutions collectives. Aucun pays n'est à l'abri de l'inégalité et, dans chaque société, des personnes risquent d'être laissées pour compte en raison d'obstacles systémiques et de disparités profondément ancrées. Notre monde est profondément interconnecté, comme en témoignent les effets mondiaux du changement climatique, des conflits, des chocs du marché et de la pandémie de COVID-19. C'est pourquoi la lutte contre les inégalités nécessite une coopération internationale soutenue, une solidarité interrégionale, l'échange de bonnes pratiques réalisables et un engagement actif avec la société civile, le secteur privé et les organisations internationales. Nous sommes parvenus à un accord commun pour tirer parti de ces partenariats afin de mener une action significative et soutenue, en veillant à ce que l'égalité, la réduction des inégalités, l'équité, l'inclusion et le principe "Ne laisser personne de côté" (LNOB) de l'Agenda 2030 restent au cœur de l'élaboration des politiques et des efforts de développement à l'échelle mondiale.

Nous reconnaissons que les niveaux élevés d'inégalité que nous observons aujourd'hui sont inévitables et que chaque politique a le potentiel de réduire les inégalités ou de les aggraver. En outre, nous étudierons les possibilités d'intégrer des stratégies d'égalité et de lutte contre les discriminations dans les plans nationaux de développement et/ou de durabilité et nous soutiendrons les efforts régionaux visant à élaborer et à mettre en œuvre des politiques efficaces.

Nous souhaitons plaider en faveur de politiques qui prennent en compte des mécanismes de distribution équitables et donnent la priorité à la protection sociale universelle et à l'accès équitable aux services et biens publics, en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte, indépendamment de la race, du sexe, de la langue, de la religion, de l'âge, de l'appartenance ethnique, du handicap, du statut migratoire ou économique, ou d'autres facteurs. Nous cherchons à renforcer la collecte de données et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes, qui sont essentielles pour évaluer avec précision les inégalités.

Enfin, nous constatons une augmentation de la désinformation et des stratégies de division qui dressent les groupes les uns contre les autres, renforcent les préjugés, alimentent la polarisation et sapent souvent les efforts déployés pour faire progresser l'égalité, l'équité et la justice. En tant que membres de cette Alliance, nous sommes parvenus à un accord commun pour rejeter la rhétorique de division, la désignation de boucs émissaires et les récits qui favorisent les divisions fondées sur la nationalité, la race, l'origine, le sexe, la religion ou tout autre statut. Au contraire, nous nous efforcerons de faire en sorte que les décisions politiques soient fondées sur des données et des preuves et qu'elles favorisent le dialogue, l'inclusion et l'équité plutôt que l'exclusion et la peur.



Ensemble, en tant qu'alliance interrégionale, travaillant avec les gouvernements, la société civile, les universités et les organisations internationales, nous sommes parvenus à un accord commun pour agir avec courage et responsabilité collective afin de démanteler et de s'attaquer aux structures qui soutiennent l'inégalité, pour forger un avenir dans lequel l'équité, la dignité et la prospérité partagée ne laissent personne de côté.

Signé le 3 juin 2025 à Hambourg, Allemagne